



PREFECTURE PUY- DE- DOME

## **Arrêté n °2014204-0003**

**signé par**

**Pour le préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Thierry SUQUET.**

**le 23 Juillet 2014**

**63 - Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement  
UT 63 et UT 03**

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement - SA SELECTIS à RIOM - installation de transit et de tri de déchets en provenance du BTP, des déchets d'activités économiques et des encombrants des collectivités



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE  
PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE  
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

**ARRÊTE**  
portant mise en demeure  
de respecter les prescriptions réglementaires  
Installations Classées pour la Protection de  
l'Environnement  
SA SELECTIS à RIOM  
installation de transit et de tri de déchets en  
provenance du BTP, des déchets d'activités  
économiques et des encombrants des collectivités

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-2, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2006, modifié, autorisant la SA SELECTIS à Riom à exploiter une installation de transit et de tri de déchets en provenance du BTP, des déchets d'activités économiques et des encombrants des collectivités sur le territoire de la commune de Riom, ZI du Maréchat, Rue Michel Servet ;

**VU** le courrier de Maître GLADEL du 12 juin 2014 informant de la procédure de liquidation judiciaire engagée à l'encontre de la SA SELECTIS par jugement du tribunal de commerce en date du 6 juin 2014 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 20 juin 2014 transmis à l'exploitant par courrier du 24 juin, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du Code de l'Environnement ;

**VU** la réponse insuffisante de l'exploitant à la transmission du rapport sus-visé ;

**VU** le projet d'arrêté, transmis par courrier du 3 juillet 2014, portant mise en demeure de la société SELECTIS de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation ;

**VU** l'absence de réponse à cette transmission ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 18 juin 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les quantités de déchets ultimes stockés se montent à 4 844 m<sup>3</sup> alors que la quantité maximale autorisée est de 60 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDERANT** que lors de cette même visite, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les quantités de déchets de bois B se montent à 8 300 m<sup>3</sup> alors que la quantité maximale autorisée est de 4 000 m<sup>3</sup>, dont une partie se trouve en dehors des limites autorisées ;

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006 ;

**CONSIDERANT** que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la SARL SELECTIS de respecter les

dispositions des articles sus-visés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy de Dôme ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La SA SELECTIS exploitant une installation de transit de tri de déchets en provenance du BTP, des déchets d'activités économiques et des encombrants des collectivités, Rue Michel Servet dans la ZI du Maréchat sur la commune de RIOM est mise en demeure de respecter les articles 1.2.1. et 5.2.1 de l'arrêté préfectoral 06/02734 du 26 juin 2006 fixant les quantités maximales de déchets ultimes et de bois de classe B entreposés sur le site.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la SA SELECTIS, Rue Michel Servet, ZI du Maréchat à RIOM et à Maître GLADEL Administrateur judiciaire, 8 Rue Beaumarchais à CLERMONT-FERRAND ; il sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet de Riom,
- Monsieur le Maire de la commune de RIOM,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le **23 JUIL. 2014**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Thierry SUQUET